



## **Compte rendu sommaire du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)**

Séance du 10 juin 2020, **à distance**

Le dix juin deux mille vingt, à 14h30, le Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole, dûment convoqué le quatre juin deux milles vingt, s'est réuni à distance, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 47 (dont 11 pouvoirs)

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

Jean-Michel Arberet (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Bruno Tuder (Bagneux), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Boujemāa El Kasmi (Bondy), Marc Feugere (Chatenay-Malabry), Jackie Boulay (Chatillon), Serge Kehyayan (Clamart), Bernard Accart (Courbevoie), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), Fatah Aggoune (Gentilly), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Deschiens (Levallois), Farid Hemidi (Malakoff), Christophe Najdovski (Paris), Catherine Baratti-Elbaz (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Marie-Michelle Phojo (Romainville), Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Pascale Trimbach (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Mahrouf Bounegta (Villejuif), Hervé Lièvre (GPSO), Jean-Marc Szmargd (GPSO), Antoine Dupin (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Yann Wehring (Ile-de-France), Isabelle Debré (Hauts-de-Seine), Ibrahima Traoré (Val-de-Marne) ;

#### **Suppléants avec voix délibératives :**

Emmanuel Serot (Alfortville), Jean-Michel Hua (Bougival), Pascal Turano (Charenton), Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

#### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Rémi Muzeau (Clichy) à Stephanka Toussaint, Bruno Hélin (Créteil) à Christophe Najdovski, Laurent Baron (Le Pré Saint-Gervais) à Marie-Michelle Phojo, Christian Demuynck (Neuilly-Plaisance) à Jean-Pierre Boyer, Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne) à Patrice Pattée, Monique Bouteille (Rueil Malmaison) à Sophie Deschiens, Jean-Paul Mordefroid (Verrières le Buisson) à Patrice Pattée, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) à Stephanka Toussaint, Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine) à Christophe Najdovski, Alain Schumacher (GPGE) à Jean-Pierre Boyer, Aline de Marcillac (GPSO) à Antoine Dupin.

**Excusés :**

Jean-Yves Senant (Antony), Anne Pelletier-Le Barbier (Bièvres), Aude Lagarde (Drancy), Hervé Chevreau (Epinay-sur-Seine), Jean-Philippe Gautrais (Fontenay-sous-Bois), Jean-Christophe Fromantin (Neuilly-sur-Seine), François de Mazières (Versailles), Charlotte Libert-Albanet (Vincennes).

**Assistaient également à la séance :**

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

**Ordre du jour :**

- 1 Approbation du règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité à distance par visioconférence
- 2 Approbation de la séance à huis clos
- 3 Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum
- 4 PV du Bureau du 30/03/2020 pour information
- 5 Approbation du compte de gestion 2019 du Budget principal
- 6 Approbation du compte administratif 2019 du Budget principal
- 7 Affectation du résultat 2019 du Budget principal
- 8 Approbation du compte de gestion 2019 du Budget annexe Velib'
- 9 Approbation du compte administratif 2019 du Budget annexe Velib'
- 10 Affectation du résultat 2019 du Budget annexe Velib'
- 11 Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'
- 12 Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels
- 13 Modification du tableau des emplois et des effectifs (suppressions et créations)
- 14 Rendu-compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité à distance par visioconférence (délibération 2020 02)

En application de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, les exécutifs locaux peuvent « *décider que la réunion de l'organe délibérant se tient par visioconférence ou à défaut audioconférence.*

Les convocations à la première réunion de l'organe délibérant à distance, précisant les modalités techniques de celles-ci, sont transmises par le maire ou le président par tout moyen. Le maire ou le président rend compte des diligences effectuées par ses soins lors de cette première réunion.

Sont déterminées par délibération au cours de cette première réunion :

- les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservation des débats ;
- les modalités de scrutin.

L'organisation d'une première réunion du Comité syndical à distance par visioconférence a pour but d'assurer la continuité du fonctionnement du Syndicat durant l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie de la Covid 19.

La convocation a fait l'objet d'un envoi par mail avec confirmation de l'envoi et contenait toutes les précisions utiles aux membres pour participer à la séance à distance, notamment sur les modalités techniques de participation (solution technique retenue Microsoft Teams, matériel nécessaire) et sur les modalités d'organisation de la séance (vérification du quorum, examen de l'ordre du jour, prise de parole, scrutin).

A l'issue de ces opérations, l'ensemble des membres du Comité a été mis à même de participer effectivement à la séance du Comité de ce jour.

Il appartient donc aux membres du Comité de délibérer au cours de cette première réunion, sur les conditions de la tenue du Comité à distance, et notamment :

- les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservation des débats ;
- les modalités de scrutin.

Ainsi, le règlement portant sur l'organisation des Comités par visioconférence annexé à la présente délibération détaille globalement la technologie retenue pour l'organisation et la prise de parole, le déroulement du scrutin, les conditions d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités d'information du public.

*Vu le I de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 et le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Considérant l'importance d'établir des règles concernant l'organisation des séances du Comité syndical par visioconférence ;*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : APPROUVE à l'unanimité,** le règlement portant sur l'organisation d'une séance du Comité syndical par visioconférence annexé à la présente délibération.

**Article 2 : CHARGE** la Présidente de l'exécution de la présente délibération.

## 2. Approbation de la séance à huis clos (délibération 2020 03)

Le I de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 autorise la réunion à distance de l'organe délibérant pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Du fait de l'état d'urgence sanitaire et des contraintes de déplacement maintenues pour l'ensemble de la population afin de limiter la propagation du Covid-19, la séance du comité syndical du 10 juin 2020 se tient en visioconférence.

Le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 précise que dans ce cadre, "*l'assemblée délibérante peut également continuer à décider de se réunir à huis clos*".

De plus, l'article 9-4 des statuts du Syndicat Autolib' et Velib' métropole, stipule : « ..les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos... »

Du fait de l'absence d'antériorité de retransmission en direct par moyen audiovisuel des séances du comité syndical et des difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat, après consultation des membres du bureau syndical, je vous propose que la séance se déroule exceptionnellement à huis clos. Toutefois, le compte-rendu et le procès-verbal de la séance ainsi que la publicité des délibérations seront régulièrement assurés.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Vu le I de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 et le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 ;*

*Considérant la tenue en visioconférence de la séance du Comité syndical du 10 juin 2020,*

*Considérant l'absence d'antériorité de retransmission en direct par moyen audiovisuel des séances du comité syndical ;*

*Considérant les difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat ;*

*Considérant la demande de la Présidente du Syndicat, après consultation des membres du bureau syndical ;*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité, de se réunir exceptionnellement à huis clos.**

## 3. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

**La Présidente** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum.

*Abstention : Enghien-Les-Bains*

**Le procès-verbal** du Comité Syndical Autolib' et Velib' Métropole du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum est adopté.

4. PV du Bureau du 30/03/2020 pour information

Les membres du Comité syndical ont pris connaissances du PV du Bureau syndical Autolib' et Velib' Métropole du 30 mars 2020 présent dans leur dossier membre.

5. Approbation du compte de gestion 2019 du Budget principal (délibération 2020 04)

La Présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

La Présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du budget principal d'Autolib' et Velib' Métropole.

La Présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2019 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

En conséquence, la Présidente invite les membres du Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2019 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,  
Vu les statuts du Syndicat,  
Vu l'instruction budgétaire M14,  
Considérant :*

- *Qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2019 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2019 sont conformes.*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 du compte de gestion joint en annexe.

**Article 2 : DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2019 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 : ADOPTE** le compte de gestion de l'exercice 2019 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

6. Approbation du compte administratif 2019 du Budget principal (délibération 2020 05)

Conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2019 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

		DEPENSES	RECETTES
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section de fonctionnement	<b>11 308 091,71</b> A	<b>10 543 490,31</b> G
	Section d'investissement	<b>4 709 779,51</b> B	<b>4 358 388,52</b> H
<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section de fonctionnement (002)	<b>0,00</b> C	<b>2 910 457,58</b> I
	Report en section d'investissement (001)	<b>965 313,17</b> D	<b>0,00</b> J
TOTAL		<b>16 983 184,39</b> =A+B+C+D	<b>17 812 336,41</b> =G+H+I+J

<b>RESTES A REALISER  A REPORTER  EN N+1</b>	Section de fonctionnement	<b>0,00</b> E	<b>0,00</b> K
	Section d'investissement	<b>0,00</b> F	<b>0,00</b> L
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	<b>=E+F 0,00</b>	<b>=K+L 0,00</b>
<b>RESULTAT CUMULE</b>	Section de fonctionnement	<b>11 308 091,71</b> =A+C+E	<b>13 453 947,89</b> =G+I+K
	Section d'investissement	<b>5 675 092,68</b> =B+D+F	<b>4 358 388,52</b> =H+J+L
	TOTAL CUMULE	<b>16 983 184,39</b> =A+B+C+D+E+F	<b>17 812 336,41</b> =G+H+I+J+K+L

### **Dépenses de fonctionnement :**

11,3 M€ ont été dépensés cette année pour 13,2 M€ de crédits initialement votés.

- La facture relative au protocole de résiliation de la DSP, n'ayant pu être réglée en 2018 du fait de justificatifs arrivés trop tardivement, a fait l'objet d'un règlement en 2019, soit 1,9 M€ ;
- La première échéance de la provision pour risques et litiges de 20 M€, étalée sur cinq ans, relative au contentieux Autolib' a été constituée soit 4 M€ ;
- Les contributions des collectivités ont été réduites de 0,27 M€ ;
- Les frais de fonctionnement du syndicat ont atteint 1,46 M€, contre 1,7 M€ en 2018, dont 0,98 M€ pour la masse salariale (1,1 M€ en 2018) et 0,12 M€ de charges d'honoraires.
- Les intérêts de l'emprunt s'élevaient à 0,29 M€.

A cela s'ajoute 3,39 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

### **Recettes de fonctionnement :**

10,5 M€ ont été titrés en 2019. 6,7 M€ proviennent du versement des contributions des collectivités, 0,8 M€ ont été perçus pour les remboursements de frais, de la part du budget annexe Velib', 0,2 M€ au titre de cessions de biens et écart de régularisation de rattachements comptables.

A cela s'ajoute 2,8 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

### **Résultat de fonctionnement (déficit) : - 764 601,40 €**

### **Dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement se sont portées à 4,7 M€ : 1,8 M€ pour le remboursement du capital de l'emprunt et 2,8 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

### **Recettes d'investissement :**

Au total 4,4 M€ ont été titrés en 2019, dont 0,97 M€ d'excédent capitalisé de l'année dernière et 3,4 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

### **Résultat d'investissement (déficit) : - 351 390,99 €**

La Présidente sort de la séance et cède la présidence à M. Patrice Pattée.

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'examiner et d'approuver le compte administratif 2019 d'Autolib' et Velib' Métropole joint en annexe.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,*

*Vu les statuts du Syndicat,*

*Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,*

*Considérant que Madame Catherine Baratti-Elbaz, Présidente, s'est retirée pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2019 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section de Fonctionnement en euros :**

- Recettes : **10 543 490,31 euros**
- Dépenses : **11 308 091,71 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2019 : **- 764 601,40 euros**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+2 145 856,18 euros**, dont **2 910 457,58 euros** de report d'excédent de l'exercice 2018.

**Section d'Investissement en euros :**

- Recettes : **4 358 388,52 euros**
- Dépenses : **4 709 779,51 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2019 : **- 351 390,99 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **- 1 316 704,16 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2018 de : **- 965 313,17 euros**.

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 829 152,02 euros**

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2019 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

7. Affectation du résultat 2019 du Budget principal (délibération 2020 06)

Le compte administratif 2019 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

**Section de Fonctionnement en euros :**

- Recettes : **10 543 490,31 euros**
- Dépenses : **11 308 091,71 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2019 : **- 764 601,40 euros**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+2 145 856,18 euros**, dont **2 910 457,58 euros** de report d'excédent de l'exercice 2018.

**Section d'Investissement en euros :**

- Recettes : **4 358 388,52 euros**
- Dépenses : **4 709 779,51 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2019 : **- 351 390,99 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **- 1 316 704,16 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2018 de : **- 965 313,17 euros**.



## **Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 829 152,02 euros**

Il est proposé aux membres du Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recettes d'investissement) : + 1 316 704,16 euros pour financer le besoin de financement de la section d'investissement.

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) :  
+ 829 152,02 euros

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le compte de gestion 2019 du budget principal et le compte administratif 2019 du budget principal,*

*Vu les statuts du Syndicat,*

*Considérant les résultats cumulés 2019, faisant apparaître :*

- *Un déficit de la section d'investissement de : - 1 316 704,16 euros*
- *Un excédent de la section de fonctionnement de : + 2 145 856,18 euros*

### **Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : D'AFFECTER** en réserves (article 1068) 1 316 704,16 € du résultat de fonctionnement cumulé pour financer une partie du besoin de financement de la section d'investissement,

**Article 2<sup>e</sup> : D'AFFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement 829 152,02 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

#### **8. Approbation du compte de gestion 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 07)**

La Présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. La Présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du budget annexe Velib' Métropole.

La Présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2019 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

En conséquence, la Présidente d'Autolib' et Velib' Métropole invite le Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2019 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

*Considérant :*

- *Qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2019 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2019 sont conformes.*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 du compte de gestion joint en annexe.

**Article 2 : DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2019 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 : ADOPTE** le compte de gestion de l'exercice 2019 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

**9. Approbation du compte administratif 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 08)**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2019 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section de fonctionnement	<b>42 810 176 ,15</b> A	<b>41 465 031,67</b> G
	Section d'investissement	<b>40 758,16</b> B	<b>49 707,84</b> H
<b>REPORTS DEL'EXERCICE N-1</b>	Report en section de fonctionnement (002)	C	<b>1 617 829,24</b> I
	Report en section d'investissement (001)	<b>2 641,20</b> D	J
<b>TOTAL</b>		<b>42 853 575,51</b> =A+B+C+D	<b>43 132 568,75</b> =G+H+I+J

<b>RESTES A REALISE R A REPORTER EN N+1</b>	Section de fonctionnement	E	K
	Section d'investissement	F	L
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	<b>=E+F</b>	<b>=K+L</b>
<b>RESULTAT CUMULE</b>	Section de fonctionnement	<b>42 810 176,15</b> =A+C+E	<b>43 082 860,91</b> =G+I+K
	Section d'investissement	<b>43 399,36</b> =B+D+F	<b>49 707,84</b> =H+J+L
	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>42 853 575,51</b> =A+B+C+D+E+F	<b>43 132 568,75</b> =G+H+I+J+K+L

### **Dépenses de fonctionnement :**

42,8 M€ ont été dépensés cette année pour 42,9 M€ de crédits initialement votés :

- 41,1 M€ concernant le paiement du marché Velib', y compris l'augmentation de 5% de la part des vélos à assistance électrique ;
- 1,48 M€ au titre des frais de personnel ;
- 0,18 M€ de charges à caractère général.

### **Recettes de fonctionnement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 41,5 M€ de recettes en 2019, pour 41,3 M€ budgétés durant l'année.

- 26,9 M€ de contributions des collectivités, soit 23,1 M€ des collectivités plus 3,8 M€ de la Métropole du Grand Paris ;
- 10,4 M€ de recettes usagers soit trois fois plus qu'en 2018 ;
- 4 M€ de pénalités ;
- 0,13 M€ au titre des remboursements de neutralisations et déposes des stations.

### **Résultat de fonctionnement (déficit) : - 1 345 144,48 €**

### **Dépenses d'investissement :**

40 758,16 € ont été dépensés cette année pour 117 500 € de crédits initialement votés :

- 35 000,00 € au titre des remboursements de cautions des neutralisations.
- 5 758,16€ dont 5 508,56€ au titre des travaux suite au déménagement et 249,60€ d'acquisitions diverses.

### **Recettes d'investissement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 49 707,84€ de recettes en 2019 pour 117 500,00€ budgétés dans l'année.

- 45 000,00 € au titre des cautions de neutralisations.
- 2 641,20 € d'excédent de fonctionnement capitalisé.
- 2 066,64 € d'opérations d'ordre.

### **Résultat d'investissement (excédent) : + 8 949,68 €**

La Présidente sort de la séance et cède la présidence à M. Patrice Pattée.

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'examiner et d'approuver le compte administratif 2019 du budget annexe Velib' Métropole joint en annexe.

La Présidente sort de la séance pour laisser la présidence à M. Patrice Pattée. *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

*Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,*

*Considérant que Madame Catherine Baratti-Elbaz, Présidente, s'est retirée pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2019 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section Fonctionnement :**

- Recettes : **41 465 031,67 euros**
- Dépenses : **42 810 176,15 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2019 : - **1 345 144,48 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + **272 684,76 euros**, compte tenu de l'excédent 2018 reporté de : + **1 617 829,24 euros**.

**Section Investissement :**

- Recettes : **49 707,84 euros**
- Dépenses : **40 758,16 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2019 de : + **8 949,68 euros**.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **6 308,48 euros**, compte tenu du déficit reporté de 2018 : - **2 641,20 euros**.

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 278 993,24 euros**

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2019 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

10. Affectation du résultat 2019 du Budget annexe Velib' (délibération 2020 09)

Le compte administratif 2019 de la régie Velib' fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

**Section de Fonctionnement :**

**Recettes : 41 465 031,67 euros**  
**Dépenses : 42 810 176,15 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2019 : - **1 345 144,48 euros**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + **272 684,76 euros**, compte tenu de l'excédent 2018 reporté de : + **1 617 829,24 euros**.

**Section d'Investissement :**

**Recettes : 49 707,84 euros**  
**Dépenses : 40 758,16 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2019 : + **8 949,68 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **6 308,48 euros**, compte tenu du déficit reporté de 2018 : - **2 641,20 euros**.

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2019 : + 278 993,24 euros**

Il est proposé au Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) :  
+ 272 684,76 euros.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le compte de gestion 2019 et le compte administratif 2019,  
Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 14,  
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

*CONSIDERANT les résultats cumulés 2019, faisant apparaître :*

- *Un excédent de la section d'investissement de : + 6 308,48 euros*
- *Un excédent de la section de fonctionnement de : + 272 684,76 euros*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : D'AFFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement 272 684,76 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

11. Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (délibération 2020 10)

La pandémie mondiale de la covid-19 a conduit les pouvoirs publics français à décider pour des raisons sanitaires un confinement de l'ensemble de la population du 17 mars au 11 mai 2020 qui s'est appliqué sur l'ensemble du territoire sur lequel le service Velib' est déployé.

En dépit de déplacements très limités et strictement encadrés par des obligations définies par décret, en accord avec l'Etat, le service public Velib' a été maintenu pour permettre l'usage de vélos en libre-service aux personnes dûment autorisées.

Depuis le 11 mai, le service Velib' Métropole a repris son exploitation à pleine capacité. Cependant, la période de déplacements encadrés a affecté les usages escomptés sur la période.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une part significative des abonnés en cours avait souscrit au service Velib' pendant la période de grève des transports de 2019 pour effectuer leurs déplacements usuels. L'échéance de leur abonnement, concentrée sur le dernier trimestre 2020, fait peser un risque supplémentaire de perte de recettes en cas de non-réabonnement ou de report de réabonnement.

Afin d'éviter un transfert de charge qui serait à compenser par les contributions des collectivités adhérentes, il est proposé une mesure commerciale permettant de décaler la date anniversaire de leur abonnement à une période de l'année propice aux usages et donc au réabonnement.

Enfin, le contexte a renforcé l'intérêt du vélo comme mode de transport alternatif aux transports en commun puisqu'il permet de respecter l'impératif de distanciation physique. Pour encourager cette option de transport, de nombreuses collectivités renforcent leurs infrastructures cyclables. Un nombre important de métropolitains pourraient être amenés à modifier leurs habitudes de déplacement et se reporter sur le vélo, à l'essai ou dans la durée, notamment pour aller au travail.

La présente délibération a pour objet :

1/ de valider les tarifs exceptionnels d'usage décidés durant toute la période de confinement de la population de l'agglomération parisienne en régularisation de la délibération du bureau syndical prise en urgence le 30 mars 2020.

En dérogation de la délibération 2017-117 du Comité syndical du 29 novembre 2017 modifiée par la délibération 2019-27 du 19 septembre 2019, il s'est donc agi d'offrir à titre exceptionnel :

- le remboursement des tarifs d'usages appliqués jusqu'au 1er avril 2020 dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max, sur la période de confinement commencée le 17 mars 2020,
- la gratuité des usages dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max à compter du 1er avril 2020, sur la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' sont restées inchangées durant la période précitée.

Il est précisé que les pertes de recettes d'exploitation conséquentes à ces modifications temporaires des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' décidées par le seul pouvoir adjudicateur qu'est le Syndicat seraient sans préjudice de l'intéressement sur recettes dû à l'exploitant Smovengo.

2/ de définir des tarifs exceptionnels d'abonnement pour les abonnés actuels V-Libre et V-Plus du service Velib' Métropole, notamment ceux dont l'abonnement arrive à échéance entre septembre et décembre 2020, afin de les encourager à renouveler leur souscription sans attendre leur date anniversaire.

Il est proposé d'offrir la première mensualité de l'abonnement à tout abonné actif V-Libre et V-Plus qui décide de souscrire au forfait supérieur à celui qu'il a en cours, avec une période de promotion ouverte entre le 18 juin et le 31 juillet 2020 :

- Pour un abonné en paiement mensuel, la facturation due au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera de 0 € au moment de la souscription au forfait supérieur.
- Pour un abonné en paiement annuel, 11/12e du prix de l'abonnement dû au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera facturé au moment de la souscription de l'upgrade.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' restent inchangées.

Pour bénéficier de l'opération, l'utilisateur devra renseigner le code promotionnel gratuit lors de sa souscription à un « Pass V-Découverte » sur internet uniquement (pas sur le totem en

3/ de définir des tarifs exceptionnels pour les non-abonnés le mardi 07 juillet 2020, afin de les inciter à l'essai du service, par exemple dans le cadre de leurs déplacements domicile-travail et d'ouvrir cette possibilité d'opérations Pass "V Découverte" gratuit sur une journée, dans la limite de cinq fois par an. station).

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' restent inchangées.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Vu la délibération 2017 117 du Comité syndical du 29 novembre 2017 ;*

*Vu la délibération 2019 27 du Comité syndical du 19 septembre 2019 ;*

*Vu la délibération 2020 1 du bureau syndical du 30 mars 2020 ;*

*Considérant la pandémie mondiale de la covid-19 qui a conduit les pouvoirs publics français à décider pour des raisons sanitaires un confinement de l'ensemble de la population qui s'applique sur l'ensemble du territoire sur lequel le service Velib' est déployé ;*

*Considérant les déplacements très limités et strictement encadrés par des obligations définies par décret, et le maintien en accord avec l'Etat, du service public Velib' pour permettre l'usage de vélos en libre-service aux personnes dûment autorisées ;*

*Considérant la délibération 2020 1 du bureau syndical du 30 mars 2020 prise en urgence et adoptée à l'unanimité de ses membres en raison de l'impossibilité de réunir de manière régulière le comité syndical ;*

*Considérant l'intérêt de définir aux personnes qui doivent se déplacer des tarifs exceptionnels d'usage au service Velib' durant toute la période de confinement de la population de l'agglomération parisienne, en dérogation de la délibération 2017-117 du Comité syndical du 29 novembre 2017 modifiée par la délibération 2019-27 et de tenir compte de l'impact sur les abonnés Velib' du confinement limitant leurs déplacements et donc le plein bénéfice des abonnements souscrits ;*

*Considérant qu'une importante part des abonnés actuels du service avait souscrit au service Velib' pendant la période de grève des transports de 2019 pour effectuer leurs déplacements usuels. L'échéance de leur abonnement, concentrée sur le dernier trimestre 2020, faisant peser un risque supplémentaire de perte de recettes en cas de non-réabonnement ou de report de réabonnement*  
*Considérant l'intérêt commercial de décaler les échéances des abonnements à une période de l'année propice aux usages et donc au réabonnement ;*

*Considérant que le contexte actuel de crise sanitaire est très favorable à la pratique du vélo qui permet de se déplacer en respectant l'impératif de distanciation physique, que de ce fait, nombreuses collectivités renforcent leurs infrastructures cyclables temporaires ou non ;*

*Considérant que la pratique du vélo pour effectuer les déplacements domicile-travail doit être d'autant plus encouragée, notamment par des opérations promotionnelles, car la levée des mesures de télétravail va augmenter le nombre de métropolitains ayant à se déplacer ;*

**Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,  
DECIDE**

**Article 1 : D'OFFRIR** à titre exceptionnel :

- le remboursement des tarifs d'usages appliqués jusqu'au 1er avril 2020 dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max, sur la période de confinement commencée le 17 mars 2020,
- la gratuité des usages dans la limite d'une heure aux personnes abonnées V-Libre, V-Plus et V-Max à compter du 1er avril 2020, sur la période de confinement commencée le 17 mars 2020.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' Métropolitains restent inchangées.

**Article 2 :** Les pertes de recettes d'exploitation conséquentes à ces modifications temporaires des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' décidées par le seul pouvoir adjudicateur seront sans préjudice de l'intéressement sur recettes dû à l'exploitant Smovengo.

**Article 3 : D'OFFRIR** la première mensualité de l'abonnement à tout abonné actif V-Libre et V-Plus qui décide de souscrire au forfait supérieur à celui qu'il a en cours, avec une période de promotion ouverte entre le 18 juin et le 31 juillet 2020.

- Pour un abonné en paiement mensuel, la facturation due au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera de 0 € au moment de la souscription de l'upgrade.
- Pour un abonné en paiement annuel, 11/12e du prix de l'abonnement dû au titre de l'abonnement supérieur souscrit sera facturé au moment de la souscription de l'upgrade.

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' restent inchangées.

**Article 4 : DE RENDRE** exceptionnellement gratuit le Pass « V Découverte » mardi 7 juillet 2020 pour inciter les métropolitains à essayer le service pour se rendre sur leur lieu de travail à Vélib' et d'ouvrir cette possibilité d'opérations Pass "V Découverte" gratuit sur une journée, dans la limite de cinq fois par an par ordre de service.

Pour bénéficier de l'opération, l'utilisateur devra renseigner le code promotionnel gratuit lors de sa souscription à un « pass V-Découverte » sur internet uniquement (pas sur le totem).

Les autres conditions tarifaires pour les usagers Velib' Métropolitains restent inchangées.

**Article 5 :** La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

12. Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels (délibération 2020 11)

Par délibération 2019 16 du 24 mai 2019, le Comité syndical a validé les modalités de recrutement d'agents contractuels pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels.

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, cette délibération doit faire l'objet d'une approbation des membres chaque année pour ainsi permettre au Syndicat de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de :

- 1 douze mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutif pour un accroissement temporaire d'activité,
- 2 six mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de douze mois consécutif pour un accroissement saisonnier d'activité.

L'article 3-1 de la loi n° 84-53 précitée permet de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, (...), en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ...».

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Ainsi que le prévoit l'article 136 de la loi n° 84-53 précitée, la rémunération des agents contractuels est fixée selon les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée. Ils perçoivent donc le traitement indiciaire, éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés et ils peuvent bénéficier du régime indemnitaire dans les conditions fixées par la délibération institutive pour ce type de personnel.

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, les agents qui à la fin de leur contrat n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues pendant la durée du contrat.

*Vu le code général des collectivités territoriales ;*

*Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 ;*

*Vu le budget du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Considérant qu'il est nécessaire que le Syndicat puisse, en fonction des nécessités de service, et conformément à l'article 3 et 3-1 de la loi n°84-53 précitée, recruter par contrat des agents contractuels de droit public ;*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**VALIDE** les recrutements dans les conditions prévues par les articles 3 et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,



**CHARGE** la Présidente de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels,
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels recrutés selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- procéder aux recrutements.

**AUTORISE** la Présidente à signer les contrats nécessaires.

**PRECISE** que ces agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 :

- le traitement indiciaire, et éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération.

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, les agents contractuels ainsi recrutés qui, à la fin de leur contrat, n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels, seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues.

**PRECISE** que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

### 13. Modification du tableau des emplois et des effectifs (délibération 2020 12)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat, il convient de modifier le tableau des emplois en supprimant 1 emploi de technicien non pourvu, 2 emplois d'ingénieurs permettant de promouvoir les 2 agents au grade supérieur en créant 2 emplois d'ingénieur principal en raison d'une part de l'évolution des services et des compétences requises et d'autre part de la restructuration de la direction des techniques due au départ de 4 ingénieurs, engendrant plus de responsabilités et une charge de travail supplémentaire significative par la répartition de nouvelles tâches spécifiques.

Ainsi, les 3 emplois suivants doivent être supprimés :

- 1 emploi de technicien non pourvu ;
- 2 emplois d'ingénieurs dès l'avancement des agents au grade d'ingénieur principal.

Concernant la suppression de ces 3 postes, le Syndicat a saisi le Comité Technique placé auprès du CIG de la Petite couronne.

**Ancien tableau des emplois permanents**

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	3
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur	A	3
Adjoint technique	C	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
Technicien	B	1
<b>Total</b>		<b>24</b>

**Nouveau tableau des emplois permanents**

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	3
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur	A	<b>1</b>
<b>Ingénieur principal</b>	<b>A</b>	<b>2</b>
Adjoint technique	C	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
<b>Total</b>		<b>23</b>

*Vu le code général des collectivités territoriales ;*

*Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat Autolib' Métropole ;*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Vu la délibération 2019 41 du 12 décembre 2019 reportée au 19 décembre faute de quorum relative à la modification du tableau des emplois permanents ;*

*Vu la saisine du Comité technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de supprimer les 3 emplois et de créer 2 emplois d'ingénieur principal permettant la promotion de 2 ingénieurs compte tenu de l'évolution des services et des compétences requises du fait d'une restructuration de la direction des techniques et du départ de 4 ingénieurs engendrant plus de responsabilités et une charge de travail supplémentaire significative par la répartition de nouvelles tâches spécifiques ;*

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré, **à l'unanimité, APPROUVE** la suppression des 3 emplois suivants :

- 1 emploi de technicien à compter du 1<sup>er</sup> juillet
- 2 emplois d'ingénieurs dès l'avancement des agents au grade d'ingénieur principal

**APPROUVE**, la création de 2 emplois d'ingénieur principal relevant de la catégorie A. **FIXE**, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	3		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	1		
Ingénieur principal	A	2	Diplômes de niveau 1 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Adjoint technique	C	1		
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
<b>Total des emplois</b>		<b>23</b>		

**DIT**, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

14. Rendu-compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2020 13)

Par délibération n°2017 98 du 12 octobre 2017, le Comité syndical a donné délégation de compétence à la Présidente conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, la Présidente doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Il convient donc de procéder à cette formalité.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10,  
Vu la délibération n°2017 98 du 12 octobre 2017 relative à la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente du Syndicat,*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**PREND ACTE** du rendu-compte des décisions prises par la Présidente à compter du 21 août 2019, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h20.*



La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement